



Pendant que la justice italienne entre en action

L'empire Mariella Burani se trouve désormais au bord de la faillite

Journal du Textile, 19 janvier

Les déboires de Mariella Burani ne sont plus uniquement financiers et économiques. L'entrée en scène, la semaine dernière, du parquet de Milan met en avant l'aspect judiciaire de l'affaire. Les deux procureurs du parquet de Milan qui ont ouvert une enquête sur les dirigeants de Mariella Burani Fashion Group (Mb. fg) - en particulier sur son président, Walter Burani, et son ex-administrateur délégué, Giovanni Burani - pour « agiotage, faux en bilan et fraude fiscale » ont en effet annoncé leur intention de réclamer la mise en faillite de Bdh (Burani Designer Holding), la société de la famille Burani, qui détient directement 71 % du capital de Mbfg. Cette holding de droit hollandais a été cotée pendant deux années (de juin 2007 à juin 2009) sur le marché Aim de Londres : ses actions, qui s'étaient échangées à 7,47 € lors de son introduction, ne valaient plus que quelques centimes à sa sortie de Bourse. Endettée à hauteur de 20 millions d'€, Bdh a des participations dans les secteurs de l'alimentaire et des cosmétiques. Elle est propriétaire de l'entreprise bolognaise spécialiste de la lingerie Arcte et détient 50% du capital de Crisfer, connu pour la marque d'habillement Fisico.

Pour l'heure, cette décision des procureurs milanais (la première audience du tribunal est fixée le 27 janvier) n'implique pas une mise en faillite de Mbfg. Mais elle pourrait hâter la recherche d'une solution. En fin de semaine dernière, la famille Burani n'avait toujours pas apporté la somme de 50 millions d'€ nécessaire pour participer à une augmentation de capital de la holding. L'existence de cet argent doit impérativement être démontrée avant le 12 février. C'est en effet à cette condition imperative que les banques acceptent de restructurer l'endettement du groupe, qui s'élève à 492 millions d'€, auxquels s'ajoutent les 140 millions de sa filiale, Antichi Pellettieri.

Le schéma It Holding

Selon la presse économique italienne, le ministre des Activités de Production, Claudio Scajola, pourrait lui aussi intervenir, pour convaincre la famille de recourir à l'administration judiciaire et éviter ainsi la faillite, une formule qui avait été utilisée par It Holding il y a un an. Cette manœuvre permettrait notamment de protéger les quelque 2.000 petites entreprises italiennes façonniers, fournisseurs ou distributeurs, qui travaillent (parfois de façon exclusive) avec le groupe Mariella Burani depuis de nombreuses années. Reste que certaines entreprises appartenant au groupe se sont d'ores et déjà manifestées pour rassurer leurs clients et fournisseurs. C'est le cas de Crisfer, qui, dans un communiqué de presse, évoque la continuité et l'autonomie de sa gestion, sous la direction de ses dirigeants et fondateurs, Cristina Ferrari et Mario Bergamini.

Le groupe italien est victime de sa forte exposition financière

Face aux nombreuses défaillances qui se multiplient ces derniers mois dans le secteur de la mode en Italie (It Holding, Mariella Burani Fashion Group) et à l'international (Escada, Christian Lacroix, Véronique Branquinho), peut-on parler d'une imminente explosion de « la bulle du luxe » ? La plupart des analystes spécialistes du secteur n'y croient pas. Pour eux, le luxe conserve toujours un beau potentiel de croissance. Et ils estiment que les difficultés auxquelles on assiste actuellement sont essentiellement le fruit de politiques de croissance non adaptées. « Les entreprises qui trébuchent ont des problèmes avec la structure de leur capital.

Elles ont multiplié les acquisitions à grands renforts d'emprunts. Ce modèle fonctionnait en période de croissance, mais aujourd'hui, avec la double contraction des ventes et des crédits, elles ne peuvent même plus payer les intérêts de leur dette », explique Alfonso Marone, l'un des



associés basés à Londres de la société Value Partners. Armando Branchini, secrétaire général d'Altagamma, est du même avis. « Cette crise d'origine financière a touché sans discrimination tous les secteurs de l'économie, mais elle a particulièrement bousculé ceux qui avaient une forte exposition financière », estime-t-il. Selon lui, la plupart des entreprises malmenées ces derniers mois avaient des bilans déjà fortement déséquilibrés le 15 septembre 2008, date fatidique qui a marqué la chute de la banque d'affaires américaine Lehman Brothers. Cette journée est volontiers considérée comme la ligne de démarcation qui a montré les limites d'un certain type de croissance basé sur les acquisitions, qui a pourtant bien fonctionné dans les années 90, comme le démontrent Lvmh ou Ppr, mais qui doit désormais être mené avec prudence.

L' emballlement des dettes

En Italie, c'est le cas notamment de Mariella Burani Fashion Group, qui, en 2008, affichait déjà une perte de 65 millions d'€, ou encore d'It Holding, dont les ventes étaient en retrait, alors que les pertes et l'endettement s'étaient emballés. « D'autres souffrent », reconnaît Armando Branchini. On pense notamment à Versace, qui a annoncé à l'automne dernier la mise en place d'une restructuration, ou à Aeffe (propriétaire d'Alberta Ferretti et de Moschino), qui, dès le début de l'année dernière, s'est engagé dans une politique de réduction des coûts. Tandis que Prada, dont la dette globale est estimée à 1,2 milliard d'€, a su renégocier une partie de cette somme (soit 450 millions d'€) l'été dernier, reportant l'échéance à 2012, date à laquelle le groupe espère pouvoir finalement entrer en Bourse. Mais ces marques de luxe ont aussi adopté des politiques offensives. « Elles se sont souvent recentrées sur le produit, ce qui leur permettra de bien affronter les marchés dès la reprise », souligne Armando Branchini. Et celle-ci, estiment certains, ne saurait tarder : selon les prévisions élaborées par Altagamma, une première reprise devrait être visible dès le second semestre de l'année en cours, qui pourrait ainsi se terminer avec une progression d'environ 1 %. En 2009, le secteur a reculé d'environ 8% à taux de change réel. Ce mouvement de reprise devrait ensuite s'accélérer.

Pour Alfonso Marone, dès 2011, le secteur devrait revenir au niveau de 2007, une année exceptionnelle pour le luxe, avec à l'époque une progression de 6,5%. Mais, pour réellement bénéficier de cette relance, de nombreuses entreprises de dimension moyenne (au chiffre d'affaires oscillant entre 100 et 300 millions d'€) vont devoir repenser leur stratégie. Alfonso Marone évoque notamment la nécessité de « professionnaliser l'entreprise » avec le recrutement de nouveaux dirigeants, avec aussi une stratégie d'élargissement des horizons, en se renforçant en Asie. Il faudrait aussi que ces entreprises diversifient leurs circuits de distribution en investissant notamment sur Internet. « Certaines marques de luxe n'utilisent toujours pas l'e-commerce. C'est pourtant désormais indispensable », estime-t-il. Le produit aussi doit être repensé. « La bulle du bling-bling a explosé », résume Alfonso Marone. Pour lui comme pour Armando Branchini, les consommateurs du luxe sont désormais en quête de produits véritables et durables, construits avec des matériaux luxueux. Le mouvement des acquisitions, désormais géré avec prudence, pourrait aussi s'accélérer. « Il y a en Italie de nombreuses marques, comme Brioni, qui sont extrêmement alléchantes et ont un excellent potentiel », juge Alfonso Marone. Tandis qu'une foule de prétendants se presserait certainement à la porte de Prada, qui, outre la marque éponyme, détient Miu Miu, Carshoe et Church's, des valeurs sûres, s'il décidait d'ouvrir son capital. Sans oublier Giorgio Armani, qui, tôt ou tard, au dire des analystes, devra prendre une décision sur le devenir de son empire.

